

Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

Valdunes : La proposition CGT de coopération industrielle doit être étudiée avec sérieux par tous les acteurs, y compris ALSTOM

Les 340 salariés des deux sites de Trith St Léger et Leffrinckoucke de MG Valdunes sont en sursis. L'actionnaire chinois MA Steel, détenteur de Valdunes depuis 2014, a en effet décidé de céder l'entreprise, après des promesses industrielles non tenues !

Ces salariés sont les uniques fabricants français de roues et essieux, pièces de sécurité haut de gamme pour le ferroviaire, notamment pour le TGV.

Depuis plus de 2 ans, la CGT a alerté le gouvernement, à la fois sur la délocalisation progressive du savoir-faire et sur le détournement progressif de la commande publique vers des concurrents étrangers. C'est le cas notamment de la SNCF, pourtant détenue à 100% par l'Etat.

Une procédure de conciliation, par le tribunal de commerce de Lille, est en cours pour tenter de trouver un repreneur.

A cette heure, les « marques d'intérêt » proviennent surtout de concurrents, sans solution de reprise globale de l'activité. Ces pistes conduiraient au dépeçage de Valdunes, à l'instar de ce que connaît la sidérurgie française depuis plus de 20 ans !

En rester là serait inenvisageable, alors que Valdunes répond à tous les enjeux :

- **L'enjeu environnemental** : le développement du ferroviaire (voyageur et fret) a été réaffirmé en février dernier par la Première ministre, avec un plan de 100 milliards d'euros.
- **La relocalisation d'activités industrielles stratégiques**, affirmée par le gouvernement comme une priorité.
- **La transition énergétique** : Valdunes produit également des pièces destinées aux écluses fluviales ou à l'éolien. Et le transfert modal de la route vers le ferroviaire ne peut se faire avec des trains sans roues !
- **L'économie circulaire** : les sites de Valdunes sont situés en région Hauts de France, premier pôle français de construction ferroviaire.

La CGT, du syndicat Valdunes à la Confédération, avec l'implication de ses fédérations métallurgie, cheminots et son union interfédérale des transports, construit depuis plusieurs semaines une alternative crédible : un consortium Valdunes-Alstom-SNCF, avec un apport au capital de la Caisse des Dépôts, de l'Agence des Participations d'Etat, ou de la BPI, garant de la politique de Relocalisation Industrielle de l'Etat. Le projet que nous portons est complet : financier, industriel, commercial.



Acteur majeur de la production industrielle de matériel ferroviaire, fortement implanté dans le Nord à proximité de Valdunes, Alstom peut et doit jouer un rôle dans la construction d'un projet d'avenir pour Valdunes.

La proposition de la CGT a du sens, vue sous l'angle de la chaîne de valeur : constructeur, équipementier, utilisateur. Les besoins exponentiels de matériel ferroviaire, planifiés à minima jusqu'en 2040, nécessitent de consolider ce partenariat national.

L'Etat ne peut pas laisser un nouveau fonds d'investissement financier, avec une stratégie purement financière et non industrielle, prendre la main sur Valdunes ! On a vu ce que cela donne avec Compin, fabricant français historique de sièges ferroviaires basé en Normandie propriété d'un fonds d'investissement français, associé à la BPI : fermeture de l'usine normande et transfert vers une nouvelle usine polonaise !

Le projet industriel de la CGT sera prochainement dévoilé publiquement.

Nos équipes syndicales œuvrent au sein d'Alstom, de la SNCF, auprès d'Ile de France Mobilités, auprès des ministères concernés pour porter et crédibiliser cette piste.

Pour étudier sérieusement ce projet, la CGT sollicite du gouvernement l'organisation d'une table ronde, réunissant tous ces acteurs.

Montreuil, le 28 septembre 2023

Contact presse
Philippe Verbeke

06.23.40.27.99